



Bureau à Dakar

Bureau régional
pour l'éducation
en Afrique

PROMOUVOIR L'EDUCATION A LA CITOYENNETE MONDIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Atelier international de renforcement de capacités des pays de la CEDEAO
07 – 09 Juillet 2015, Dakar, Sénégal

Rapport final



AVANT-PROPOS

Au milieu de disparités grandissantes, de conflits, d'instabilités, de dégradations environnementales et de toutes les formes d'inégalités et d'injustices, l'éducation est mise en avant pour appuyer l'importance « d'apprendre à vivre ensemble », au-delà de l'enseignement des connaissances et des compétences cognitives. La communauté académique accorde de plus en plus d'attention à la pertinence de l'éducation dans la compréhension et la résolution des problèmes sociaux, politiques, culturels et globaux, en particulier le rôle de l'éducation dans la promotion de la paix, des droits humains, de l'équité, de l'acceptance de la diversité et du développement durable.

Dans ce contexte, l'éducation pour la citoyenneté mondiale est devenue l'une des trois priorités de [l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout \(GEFI\)](#) promue par le Secrétaire générale des Nations Unies et lancée en 2012. L'Education à la citoyenneté mondiale (ECM) est l'une des trois priorités stratégiques de secteur de l'Education pour la période 2014-2021.

Le travail de l'UNESCO dans ce domaine est guidé par le [Cadre d'action Education 2030](#), particulièrement la cible 4.7 des [Objectifs de développement durable](#) (ODD 4 sur l'Education) qui appelle les pays à faire en sorte que « tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable ».

Ce rapport est le fruit de l'atelier international de renforcement de capacités organisé par l'UNESCO dans l'objectif de renforcer les capacités des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la promotion de l'Education à la citoyenneté mondiale aux niveaux nationaux et régionaux. Autonomiser des citoyens du monde actifs et construire un sens d'appartenance à une humanité commune ne font pas uniquement partie du mandat de l'UNESCO mais sont aussi des problèmes prioritaires pour l'Afrique de l'Ouest. Ce rapport d'atelier fournit des ressources, stratégies et feuilles de routes pour l'avancée et une meilleure intégration de l'ECM dans les politiques et les programmes éducatifs en Afrique de l'Ouest. Les feuilles de route ont été proposées par les Etats membres eux-mêmes et leur mise en œuvre dépendra de la disponibilité des ressources et des partenariats potentiels.

REMERCIEMENTS

L'organisation de l'atelier n'aurait pas pu être possible sans le soutien technique du siège de l'UNESCO et l'engagement des participants et experts, y compris les représentants des Etats membres d'Afrique de l'Ouest et les partenaires qui sont très actifs dans la promotion des droits humains et de l'éducation à la paix dans la région.

Le programme de l'atelier fut guidé par Mme Lydia Ruprecht du siège de l'UNESCO grâce à ses conseils et sa présentation de cadres et ressources pertinents, l'approche de l'UNESCO sur l'ECM et des supports éducatifs ainsi que la cartographie de la situation nationale fournie par les pays eux-mêmes.

Nous aimerions mettre en avant le rôle actif joué par les participants de l'atelier ainsi que leur suivi par le partage des activités planifiées destinées à faire progresser l'ECM. Ce rapport est basé sur la riche discussion et les contributions des participants de l'atelier.

Ce rapport a été préparé par l'équipe de l'UNESCO Dakar. Mr Amadou Ndoye et Mr Saip Sy ont résumé et synthétisé les discussions des participants tout en assurant le suivi de l'atelier grâce à des interactions efficaces avec les participants dans le but de collecter des feuilles de route de mise en œuvre de l'ECM pour chacun des pays d'Afrique de l'Ouest et avec l'objectif de préparer la première version de ce rapport. Le rapport final a été préparé par Mme Akemi Yonemura et révisé par M. Gwang-Chol Chang. Mme Sarah Bourvis a participé à la révision du rapport qu'elle a également traduit (texte originel en français).

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	2
REMERCIEMENTS.....	3
ACRONYMES.....	5
RESUME ANALYTIQUE.....	6
I. CONTEXTE.....	8
II. DEROULEMENT DE L'ATELIER.....	9
Ouverture officielle de l'atelier.....	9
Synthèse des sessions plénières et des groupes de travail.....	10
Session 1: Introduire le Concept de l'ECM.....	10
Session 2 : Echange de bonnes politiques et pratiques pour le développement de l'ECM	12
Session 3: Explorer les défis, problèmes, besoins et écarts régionaux.....	14
Session 4: Explorer les opportunités de mise en œuvre et les options programmatiques	16
Sessions 5 et 6: Bâtir des partenariats et la marche à suivre.....	16
III. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	17
ANNEXES.....	19
Annexe 1: Agenda de l'atelier.....	19
Annexe 2 : Liste des participants.....	22
Annexe 3: Feuille de route pays pour l'intégration de l'ECM dans les politiques éducatives	
juillet 2015.....	24
Benin.....	24
Burkina Faso.....	27
Cap Vert.....	29
Côte d'Ivoire.....	32
Gambie.....	34
Guinée-Bissau.....	36
Guinée.....	38
Liberia.....	39
Niger.....	42
Nigeria.....	45
Senegal.....	47
Sierra Leone.....	49
Togo.....	50

ACRONYMES

APCEIU	Asia-Pacific Centre of Education for International Understanding
BAD	Banque africaine de développement
CM	Citoyenneté mondiale
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation des Etats et gouvernements de la Francophonie
COSYDEP	Coalition pour une synergie des acteurs pour la défense de l'école publique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
ECM	Education à la citoyenneté mondiale
EDD	Education au développement durable
EPT	Education pour tous
GEFI	Initiative mondiale pour l'éducation avant tout
GRA REDEP	Groupe Agora de Recherche pour l'éducation aux Droits de l'Enfant et à la Paix
IDE	Indice de développement de l'éducation pour tous
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
ONGs	Organisations non gouvernementales
OSCs	Organisations de la société civile
PAC	Position africaine commune
PAQUET	Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

RESUME ANALYTIQUE



L'Atelier international de renforcement de capacités des pays de la CEDEAO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale s'est tenu du 7 au 9 juillet 2015 à Dakar (Sénégal) pour les représentants des gouvernements ainsi que des professionnels partenaires du développement et des organisations de la société civile (OSCs) au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Cette réunion s'inscrit dans la série d'ateliers régionaux et sous régionaux que le secteur Education de l'UNESCO a organisé pour contribuer à améliorer la qualité, la pertinence et l'enseignement de l'éducation ainsi que pour soutenir les efforts des Etats membres d'intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) dans leurs politiques et pratiques éducatives. Le travail de l'UNESCO dans ce domaine était d'assurer le suivi de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI) lancée en 2012 par le Secrétaire général des Nations Unies et qui se concentre sur le « développement de la citoyenneté mondiale » considéré comme l'un des trois domaines prioritaires.

L'objectif de cet atelier était d'introduire le concept d'ECM et la façon dont il croise d'autres initiatives telles que l'éducation à la paix et aux droits humains, l'éducation pour une culture de la paix et l'éducation au développement durable (EDD). L'objectif étant d'explorer les problèmes sous régionaux, les besoins, les écarts, les points d'entrée pertinents afin de diffuser l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les systèmes éducatifs (programmes, formation des enseignants, politiques scolaires, etc.) et d'échanger des bonnes politiques et pratiques en termes de cadres politiques, d'interventions et d'outils pratiques ainsi que d'explorer des options programmatiques et opportunités de mise en œuvre.

Tous les Etats membres de la CEDEAO et les représentants des agences partenaires ont participé à la réunion. L'atelier a été conçu comme une combinaison de sessions plénières et de groupes de discussions et de suivi, chacun se concentrant sur un sujet particulier. La Session 1 se destinait à améliorer la compréhension du concept d'ECM afin de sensibiliser d'avantage sur l'ECM et de développer les capacités des planificateurs de l'éducation et des développeurs de programmes pour mieux comprendre l'ECM. La Session 2 avait pour objectif de partager de nouvelles ressources outils récemment développées par l'UNESCO sur l'ECM, d'identifier et partager des exemples de bonnes politiques et pratiques en termes de cadres politiques, interventions et outils pratiques afin d'intégrer l'ECM dans les systèmes éducatifs et d'évaluer les résultats de l'apprentissage et d'identifier les besoins des pays qui ont besoin d'être aidés.

La Session 3 a été consacrée à la présentation des résultats de trois études pertinentes conduites par l'UNESCO dans le cadre de ses actions pour promouvoir la culture de la paix. Les trois études ont été présentées sous la forme de (1) conclusions de la 5^{ème} consultation de la Recommandation de 1974 sur l'éducation pour la compréhension internationale, la coopération et la paix internationale, (2) du résumé des recommandations des mécanismes d'évaluation des Nations Unies sur les droits humains, (3) et de la cartographie de l'éducation à la paix et la prévention des conflits pour les pays de la CEDEAO. La Session 4 a analysé les politiques et plans sectoriels des

Etats membres de la CEDEAO. La Session 5 a débattu des moyens de renforcer le réseau et les opportunités de coordination pour la mise en œuvre de l'ECM et a été suivie par la Session 6 qui a cherché à valider les feuilles de routes des pays et établir un plan d'évaluation pour la matérialisation des résultats de l'atelier.

L'atelier s'est achevé sur des recommandations approuvées pour la mise en œuvre et la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale en termes de plaidoyer, de développement des capacités, d'outils éducatifs pour l'enseignement et l'apprentissage, de besoins de soutien supplémentaire et de coopération internationale. Ces recommandations incluent les éléments suivants:

Plaidoyer : Développer des outils de plaidoyer sous forme d'image, d'affiche, de dépliant à l'attention des familles, des autorités locales et responsables des ministères de l'éducation ; sensibiliser les acteurs culturels, les médias sur l'éducation à la citoyenneté mondiale en utilisant les radios communautaires et les porteurs de voix ;

Développement des capacités : Renforcer les capacités des enseignants, des éducateurs du formel et non formel, et former des décideurs et gestionnaires, des proviseurs d'établissement scolaire, des rédacteurs de manuels et supports pédagogiques à l'éducation à la citoyenneté mondiale, à la paix et aux droits humains ; développer des plateformes d'e-learning pour les pays de la CEDEAO pour favoriser une meilleure utilisation des TIC comme support pédagogique pour la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale ;

Outils pédagogiques : Promouvoir le manuel de référence de la CEDEAO pour assurer l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les programmes nationaux ; élaborer un guide pour l'enseignement de l'éducation à la citoyenneté, la paix et aux droits de l'homme (plans de cours, activités en classe, etc.) ; élaborer un guide pour les écoles de promotion de la citoyenneté mondiale à travers une approche scolaire globale et aide aux activités péri et parascolaires notamment dans les contextes de précarité ; élaborer des matériaux d'apprentissage pour enfants/apprenants de tout âge ; élaborer des outils pour l'intégration de l'EMC dans les programmes de l'Enseignement supérieur et dans l'alphabétisation et l'Education non formelle ; traduire les différents outils en langues locales en mettant l'accent sur les langues transfrontalières ;

Soutien méthodologique : Mener des études pour développer une méthodologie sur l'impact de l'éducation à la citoyenneté, aux droits de l'homme et à l'éducation à la citoyenneté mondiale ; Apporter un soutien à l'intégration de l'EMC dans les curricula en améliorant la capacité des Etats membres à intégrer l'EMC lors de la révision périodique des guides du curriculum ; procéder à l'évaluation des compétences, des bonnes pratiques et des outils ;

Coopération régionale et internationale : Renforcer la coopération régionale et internationale et partager les expériences et bonnes pratiques et les innovations ; encourager la participation de la communauté et une plus grande attention devrait être concentrée sur l'éducation non-formelle afin de créer des synergies et de soutenir les efforts formels ; et promouvoir l'utilisation de l'informatique et les médias sociaux pour améliorer la connexion et les liens de qualité de l'éducation entre les étudiants.

I. CONTEXTE

De plus en plus de discours insistent sur la pertinence de l'éducation et de l'apprentissage pour comprendre et résoudre les problèmes globaux dans les domaines sociaux, politiques, culturels, économiques et environnementaux. Le but final de l'éducation n'est plus uniquement le développement de connaissances et de compétences reliées au travail mais aussi l'inclusion de l'acquisition des compétences transversales, des valeurs et des attitudes par les apprenants.

Le rôle de l'éducation pour promouvoir la compréhension interculturelle, la coopération internationale et la transformation sociale vers un monde plus juste, pacifique, tolérant, inclusif, sécurisé et durable a été souligné. Dans un monde de plus en plus connecté et interdépendant, le besoin se fait sentir de politiques éducatives inclusives et d'une pédagogie transformative qui permettent aux apprenants de contribuer à résoudre des défis persistants qui entravent des modes de vie équitables, pacifiques et durables.

Il y a une acceptation de longue date du rôle de l'éducation dans la promotion de la paix, de la justice, de l'égalité, du respect de la diversité, du citoyen responsable et du développement durable. En reconnaissance de ce rôle, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a souligné que l'éducation doit aider « les gens à créer des sociétés plus justes, pacifiques et tolérantes » et l'inscrire comme l'une des trois priorités de son Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI).¹

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) place l'éducation à la paix et au développement durable comme l'un de ses objectifs fondamentaux de son programme éducatif en cours avec des citoyens globaux et autonomisés comme objectif principal. Afin de poursuivre la compréhension et d'identifier des bonnes pratiques dans l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM), l'UNESCO a organisé un Atelier international de renforcement de capacités des pays de la CEDEAO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale du 7 au 9 juillet 2015 à Dakar, Sénégal.

L'objectif général de l'atelier est d'orienter les parties prenantes clés, y compris le personnel des Bureaux UNESCO hors-siège, vers l'Education à la Citoyenneté Mondiale (ECM). Ceci inclut la familiarisation avec les concepts clés, les défis, les opportunités de mise en œuvre de l'Education à la Citoyenneté Mondiale au niveau des pays.

Les objectifs spécifiques des orientations sous régionales sont les suivantes :

- **Introduire le concept d'ECM** et le lier à d'autres domaines connexes tels que l'éducation à la paix et aux droits humains, l'éducation à la culture de la paix et au développement durable, etc;

¹ L'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI) a trois priorités : scolariser tous les enfants sans exception, améliorer la qualité de l'apprentissage et favoriser la citoyenneté mondiale. Voir <http://www.globaleducationfirst.org/french/>. « Nous devons encourager la citoyenneté mondiale. L'éducation ne doit pas seulement apprendre à lire, écrire et compter. Elle doit aussi former des citoyens et assumer pleinement le rôle central qu'elle peut jouer en aidant les gens à créer des sociétés plus justes, plus pacifiques et plus tolérantes. » Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, 26 Septembre 2012 au lancement de l'Education globale du Secrétaire général.

- **Explorer les questions régionales, les besoins et les points d'accès**, pour intégrer l'ECM dans les systèmes éducatifs (curricula, formation des enseignants et équipements pédagogiques, politiques enseignantes etc.) ;
- **Echanger des informations sur les outils pratiques**, identifier et intégrer les exemples de bonnes politiques et pratiques, et en particulier partager les nouveaux outils et ressources développés récemment par l'UNESCO ;
- **Explorer les options des programmes et les opportunités** au niveau régional et national de renforcement des pratiques existantes.

L'atelier était destiné à produire un rapport, incluant : un résumé des problèmes les plus importants à considérer et les besoins à adresser dans la région de la CEDEAO, des points d'entrée pertinents pour l'ECM, des bonnes politiques, pratiques et priorités émergentes ainsi que des opportunités de collaboration et d'action coordonnée au niveau national avec des partenaires et programmes clés ; des options pour des actions potentielles au sein de la région et où peut s'établir des partenariats avec le siège pour soutenir les efforts continus des pays pour diffuser l'ECM à grande échelle.

Les résultats attendus de l'atelier incluaient : une meilleure compréhension et la prise de conscience de l'ECM parmi les acteurs nationaux de l'éducation ; un renforcement des capacités du personnel des Bureaux hors-siège pour promouvoir l'intégration de l'ECM dans les systèmes éducatifs (le cas échéant, pertinents) et aborder les requêtes pays pour assistance ; et un renforcement des capacités des acteurs de l'éducation à rechercher et trouver des informations pertinentes ainsi que le soutien technique pour l'ECM à travers les canaux appropriés y compris les nouveaux outils et références de mise en œuvre de l'ECM.

II. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Le bureau régional de l'UNESCO Dakar, en collaboration avec Abuja et le siège de l'UNESCO, a organisé un atelier de renforcement des capacités sur « L'Education à la Citoyenneté Mondiale pour les pays de l'Afrique de l'Ouest » du 7 au 9 juillet 2015 à Dakar au Sénégal.

Tous les 15 Etats membres de la CEDEAO et les représentants des agences partenaires ont participé à la réunion y compris : des représentants des gouvernements du Benin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo, et de la Gambie ainsi que les représentants d'Aide et Action, ChildFund, la Coalition pour une synergie des acteurs pour la défense de l'école publique (COSYDEP), la Conférence des ministres de l'Éducation des Etats et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), Groupe Agora de Recherche pour l'éducation aux Droits de l'Enfant et à la Paix (GRA REDEP), Japan International Cooperation Agency (JICA), le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). La presse sénégalaise nationale a assuré la couverture médiatique de l'atelier.

Ouverture officielle de l'atelier

La cérémonie d'ouverture de l'atelier international de renforcement des capacités des pays de la CEDEAO sur l'Education à la Citoyenneté Mondiale a été inaugurée par la représentante de la

Directrice de l'UNESCO Dakar, Mme Guiomar Alonso Cano, qui a accueilli et remercié tous les participants des ministères, organisations de la société civile (OSCs), organisations non gouvernementales (ONGs), agences des Nations Unies et partenaires du développement. Dans son discours, elle a mis l'accent sur le fait qu'avec la mondialisation actuelle caractérisée par l'interdépendance et des manifestations grandissantes d'intolérance mais aussi de solidarité, il est devenu essentiel que le système éducatif équipe les apprenants avec des valeurs, connaissances et compétences basées sur le respect des droits de l'Homme, de la justice sociale, de la diversité, de l'égalité de genre et du développement durable. L'éducation doit donner les moyens aux apprenants d'être des citoyens du monde responsables afin de promouvoir un monde meilleur.

Au nom du Ministre de l'Éducation du Sénégal, Mr Baba Ousseynou Ly, Secrétaire général du Ministre de l'Éducation, a encouragé tous les participants à prendre part à cet atelier international sur l'ECM. Mr Ly était particulièrement satisfait de l'organisation de cet atelier expliquant qu'il était opportun pour le Sénégal en plein processus de mise en œuvre de son programme national d'éducation appelé PAQUET (Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence) dans lequel des problèmes émergents tels que la citoyenneté sont considérés comme des facteurs importants. Mr Ly a ensuite appuyé les propos d'autres conférenciers pour rappeler les enjeux de la mondialisation. Il a aussi relevé l'importance d'une éducation de qualité qui favorise chez les jeunes le développement de valeurs nobles. Enfin, il a rappelé le rôle de l'UNESCO conformément à son mandat de « laboratoire d'idées » et d'appuis aux pays, dans leurs politiques et programmes, à œuvrer en amont en faveur de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale en les amenant à la familiarisation avec des questions clés, des défis, des opportunités identifiées pour mettre en œuvre et stimuler davantage cette thématique au niveau des pays dans l'optique de notre engagement dans l'agenda Post 2015.

Synthèse des sessions plénières et des groupes de travail

Suite à l'ouverture de l'atelier, et après la présentation des participants et de leurs attentes, les travaux se sont déroulés pendant trois jours sur la base de sessions plénières et de travaux en groupes qui ont permis des discussions thématiques.

Session 1: Introduire le Concept de l'ECM

La Session 1 avait pour objectif d'améliorer la compréhension du concept d'ECM. Les objectifs spécifiques de la session furent les suivants :

- Renforcer la compréhension et la sensibilisation autour de l'ECM entre toutes les parties prenantes
- Développer les capacités des planificateurs de l'éducation et des développeurs de programmes éducatifs pour mieux comprendre l'ECM

Mme Ruprecht, chef de la Section pour la Santé et la Citoyenneté mondiale au siège de l'UNESCO (Paris), a expliqué la genèse de cette notion dans le contexte des Nations Unies et les évolutions qui ont suscité la mise sur agenda de cette thématique parmi les causes :

- La vision est portée par une nouvelle génération d'apprenants qui veulent être considérés comme des acteurs de leur développement personnel et qui apprennent par différents canaux (l'école, internet, les relations sociales, etc) ;
- Les discours et les pratiques en matière d'éducation évoluent. L'éducation au XXI siècle valorise les trois domaines apprentissage : le cognitif, le socio-émotionnel et le comportemental ;
- Les chefs d'Etat, les organes directeurs des Nations Unies, et le Secrétaire général des Nations Unies plaident pour la citoyenneté mondiale afin d'unir les peuples du monde autour d'un projet humaniste commun et solidaire.

Après cette clarification, les travaux de groupe, qui ont suivi, ont porté sur 2 consignes à savoir :

- Comment expliquerez-vous le concept de Citoyenneté Mondiale (CM) et ECM à votre fille ?
- Existe-t-il un mot ou une expression dans votre langue maternelle qui décrit cette notion de CM ? Donnez quelques exemples.

Les groupes de travail mis en place à cet effet ont satisfait à cette exigence. Les débats et échanges qui ont suivi ont permis de voir que les réponses apportées par les différents thèmes étaient complémentaires et que la notion de « citoyenneté mondiale » existe déjà au niveau régional et s'exprime par des expressions telles que **Tartite** – (*en Tamasheq*), soit « être ensemble ». Voir Boîte 1

Suite à la discussion, Lydia Ruprecht a défini les concepts de CM et d'ECM selon l'UNESCO et a dégagé les dimensions conceptuelles de l'ECM qui portent sur le cognitif, le socio-affectif et le comportemental.

La deuxième intervention de la journée fut présentée par Mme

Akemi Yonemura, spécialiste de programme UNESCO Dakar et a porté sur « *l'Education à la citoyenneté mondiale en Afrique sub-saharienne : enjeux à prendre en compte pour l'agenda post-2015 en Afrique* ». Lors de son exposé, elle a mis en exergue le lien entre le concept de citoyenneté mondiale et d'autres phénomènes macroéconomiques tels que les changements

Boîte 1: Exemples d'expression en langues locales africaines pour la « citoyenneté mondiale » en Afrique sub-saharienne

Tartite – (*Tamasheq*): être ensemble

Mbok – (*Wolof*): la famille (au sens élargi)

Fokk – (*Sérére*): la famille (au sens élargi)

Teranga – (*Wolof*): l'étranger est roi

Madoli – (*South Liberia*): ne faire qu'un

Dunkoleoua – (*Hausa*): ne faire qu'un

Ubuntu – (*Afrique du Sud*) Humanité envers l'autre ou "gentillesse humaine. Souvent utilisé dans un sens plus philosophique pour signifier que « la croyance est un lien universel de partage qui connecte toute l'humanité ».

"uMunthu" s'est diffusé à travers les proverbes tels que "Mwana wa mnzako ngwako yemwe, ukachenjera manja udaya naye" (l'enfant de ton voisin est le tien, son succès est aussi le tien)

Ren, (*Confucius*) est un amour des gens qui déclarent "si vous voulez prendre position, aider les autres à prendre position."

démographiques, la croissance économique, les problèmes environnementaux ainsi que la nécessité du développement éducatif. Un sondage global sur « Mon Monde 2015 » a montré qu'une « bonne éducation » était classée priorité numéro 1 pour le futur agenda du développement. Pourtant, les pays de la CEDEAO dominent le bas du classement avec un faible indice de développement de l'éducation pour tous (IDE) selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de 2015.

Mme Yonemura s'est ensuite tournée vers la Position Africaine Commune (PAC) sur l'agenda de développement post-2015 en reconnaissant l'importance des transformations structurelles du document de réalisation de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable mettant en avant le besoin de réduire les inégalités d'accès aux services sociaux de base, en améliorant l'appropriation du développement et en répondant aux nouveaux problèmes et fossés de mise en œuvre. Les actions prioritaires de l'ECM pour les pays de la CEDEAO seraient basées sur la PAC qui promeut un développement centré sur les populations, le développement durable, la gestion des ressources naturelles la gestion des risques de catastrophes ainsi que la paix et la sécurité. La Conférence Ministérielle de la Région Afrique sub-saharienne sur l'Education post-2015 a recommandé l'Education au Développement Durable (EDD). De plus, l'ECM devrait être promue grâce à une éducation formelle, informelle et non formelle basée sur une approche pédagogique critique, le développement d'un curriculum et le développement professionnel de l'enseignant.

Session 2 : Echange de bonnes politiques et pratiques pour le développement de l'ECM

Cette session a permis de présenter les outils-ressources récemment développés par l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, ainsi que d'identifier et de partager des exemples de politiques et de bonnes pratiques des pays.

Les objectifs de la session furent les suivants :

- Partager des nouveaux outils ressources récemment développés par l'UNESCO sur l'ECM ;
- Identifier et partager des exemples de bonnes politiques et pratiques en termes de cadres politiques, d'interventions et d'outils pratiques pour intégrer l'ECM dans les systèmes éducatifs et suivre les réalisations dans l'apprentissage ;
- Identifier des pays pilotes.

En premier lieu, Mme Ruprecht a présenté l'approche, les outils et les ressources de l'UNESCO : les sujets de l'ECM et les objectifs d'apprentissage spécifiques par âge, le cadre « Enseigner le respect pour tous » et le bureau central de l'UNESCO.

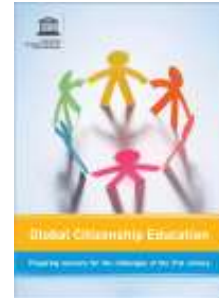
L'UNESCO facilite le **dialogue politique** sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'image de l'organisation d'un Forum biennale sur l'éducation à la citoyenneté mondiale (d'abord à Bangkok en décembre 2013 puis à Paris en janvier 2015 avec plus de 250 participants de 61 pays.) Le prochain forum aura vraisemblablement lieu au Canada en 2017. Ceci a largement contribué au débat international sur l'élaboration de l'agenda post-2015 relatif à éducation (objectif 4).

L'UNESCO propose une **aide technique** aux Etats membres pour l'intégration de l'ECM dans les

systèmes éducatifs (aide au développement professionnel des enseignants suivi de l'ECM, révision des manuels /programmes scolaires) ainsi que des conseils pour la planification et la mise en œuvre.

Trois **outils de l'UNESCO** ont été présentés aux participants plus en détails :

(1) « L'éducation à la citoyenneté mondiale : Préparer les apprenants aux défis du XXIème siècle. » : Cette publication vise à améliorer la compréhension de l'ECM en tant qu'approche éducative et ses implications pour le contenu éducatif et les méthodes d'enseignements, identifier les approches innovantes et les bonnes pratiques au sein de l'ECM et partager les leçons et chemins pour continuer à promouvoir l'ECM. Cette publication a été préparée pour les décideurs de l'éducation, les professionnels, les organisations de la société civile et les jeunes apprenants, basée sur les conclusions de deux conférences internationales dédiées à l'ECM.

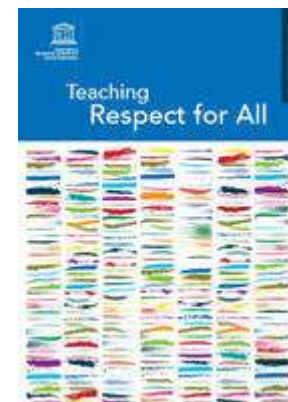


(2) « L'Éducation à la citoyenneté mondiale : Thèmes et objectifs d'apprentissage » : L'éducation à la citoyenneté mondiale a pour but de transformer, de construire la connaissance, les compétences, les valeurs et les attitudes pour permettre aux apprenants de contribuer à un monde plus inclusif, juste et pacifique. Cette publication est le premier guide pédagogique de l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale. Ce guide propose des moyens de transposer l'éducation à la citoyenneté mondiale dans des thèmes spécifiques et des objectifs d'apprentissage en tenant compte de l'âge de l'apprenant et en s'adaptant aux contextes locaux. Il a été conçu pour servir de référence aux éducateurs, concepteurs de programmes éducatifs, formateurs, décideurs et autres acteurs de l'éducation dans des contextes formels, non formels et informels.



(3) « Enseigner le respect pour tous : guide de mise en œuvre » :

Face à la montée du racisme, de la xénophobie, de l'intolérance et de la violence, l'UNESCO considère que l'éducation est une clé indispensable pour renforcer les fondations de tolérance, promouvoir le vivre ensemble et cultiver le respect pour tous indépendamment de la couleur, du genre, de l'ascendance ou de l'identité nationale, ethnique ou religieuse. Ce guide comprend un ensemble de recommandations, de questions réflexives, d'idées et d'exemples d'activités éducatives pour intégrer « Enseigner le respect pour tous » dans tous les aspects du dernier cycle du primaire et du premier cycle du secondaire dans un effort de contrer les discriminations au sein du système éducatif. Cette publication se destine principalement aux politiques, administrateurs, directeurs d'écoles ainsi qu'aux éducateurs formels et non formels. Le guide mise en œuvre inclue également des supports pour mobiliser les enfants et la jeunesse. Cet outil a pour objectif de fournir à



toutes les parties prenantes les compétences, le contexte et la connaissance pour construire le respect, la tolérance et l'esprit critique chez les apprenants. Cette présentation a suscité des questions sur le lien entre le respect de la personne et la citoyenneté mondiale.

L'UNESCO promeut **l'échange de connaissances et expériences** sur l'ECM. Le premier exemple est le Centre d'échange d'information de l'UNESCO sur l'ECM, hébergé par l'Asia-Pacific Centre of Education for International Understanding (APCEIU) : (<http://gcedclearinghouse.org>). Ce centre lancé début 2015 est développé, hébergé et géré par APCEIU, sous la direction générale de l'UNESCO. Il vise à favoriser le partage et le transfert des connaissances sur ECM. Il s'adresse à un large public : les décideurs ; les planificateurs de programme ; les responsables de la définition du curriculum ; les chercheurs ; le grand public. Le centre comprend des ressources de toutes les régions qui sont disponibles dans leur langue d'origine.

Un autre exemple concerne le [« Partage d'expériences au niveau régional : le manuel de référence UNESCO-CEDEAO »](#). Saïp Sy et Amadou Ndoye (UNESCO Dakar) ont présenté cet outil ainsi que les différentes réalisations du Bureau de l'UNESCO Dakar en matière d'éducation à la culture de la paix en partenariat avec la CEDEAO et la BAD dans la sous-région. Ensuite ils ont présenté les Sept modules contenus dans ce manuel, c'est-à-dire : 1) Culture de la paix, prévention et gestion des conflits ; 2) Droits Humains ; 3) Civisme et de la Citoyenneté ; 4) Démocratie et la bonne gouvernance ; 5) Genre, perspective de paix et développement, 6) Santé publique, environnement et Développement Durable et 7) Intégration régionale. Cette présentation a ensuite mis l'accent sur les acquis de l'utilisation du manuel de référence de la CEDEAO confectionné pour promouvoir l'éducation à la paix, aux droits humains, à la démocratie, à la citoyenneté et à l'intégration régionale. Les présentateurs ont, par ailleurs, saisi l'opportunité pour rappeler les principaux objectifs du manuel : renforcer les capacités des Etats membres de la CEDEAO en matière de Culture de la Paix ; élaborer les matériels didactiques au niveau des Instituts de formation des enseignants ou Ecoles ; former les formateurs Instituts ou Ecoles et sensibiliser le grand public.

Les réussites liées à l'utilisation de ce manuel de référence de la CEDEAO ont été présentées. Des participants du Benin, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie et du Ghana ont pu partager leurs expériences au niveau national. Ces interventions ont permis aux participants d'avoir d'intéressantes discussions et échanges dans le cadre des initiatives et différentes modalités de promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Session 3: Explorer les défis, problèmes, besoins et écarts régionaux

Afin d'aider les participants à définir leurs besoins, Lydia Ruprecht a présenté les conclusions de trois études menées par l'UNESCO dans le cadre de son action en faveur de la culture de la paix en Afrique. Ces études font également suite à la mise en œuvre du projet de stratégie de l'UNESCO 2014-2021 et la mise en place de la Commission de l'Union Africaine sur l'intégration régionale, la sécurité, la démocratie et d'autres initiatives. Les trois études sont :

1. Les conclusions de la 5^{ème} consultation sur la Recommandation de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationale
2. La synthèse des recommandations des mécanismes de suivi onusiens relatifs aux droits de l'homme.

3. La cartographie de l'éducation à la paix et la prévention des conflits dans les pays de la CEDEAO.

Certaines conclusions des rapports portaient sur la faible participation des pays de la CEDEAO à la 5^{ème} consultation (9% du nombre total de pays participants). La prochaine consultation (soit la 6^{ème}) commencera en 2016 et il est souhaitable que le pourcentage de pays de la région s'élève à au moins 15 %. Les conclusions de la 5^{ème} consultation soulignent l'importance de mettre en place un mécanisme systématique pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations, d'élaborer des outils et un cadre pour évaluer l'impact sur les apprenants, en termes d'attitudes, de connaissances, de compétences et de comportements.

La cartographie révèle que les pays africains peuvent être classés en quatre catégories:

1. Les principes de la culture de la paix sont mentionnés dans les politiques d'éducation, et l'éducation à la paix est incluse comme sujet autonome dans le programme national enseigné dans les écoles (au moins une fois, dans une classe).
2. Les principes de la culture de la paix sont mentionnés dans les politiques d'éducation, et l'éducation à la paix est enseignée à travers une autre matière dans le programme national enseigné dans les écoles (ex.: éducation civique, à la citoyenneté, ou compétences de la vie courante).
3. Les principes de la culture de la paix sont mentionnés dans les politiques d'éducation, mais ni l'éducation à la paix, ni l'éducation civique, l'éducation à la citoyenneté mondiale, ou les compétences de la vie courante ne sont incluses dans le programme national enseigné dans les écoles.
4. Les principes de la culture de la paix ne sont pas mentionnés dans les politiques d'éducation, et ni l'éducation à la paix, ni l'éducation civique, l'éducation à la citoyenneté mondiale, ou les compétences de la vie courante ne sont incluses dans le programme national enseigné dans les écoles.

Les résultats clés de la cartographie sont les suivants :

- La majorité des pays africains dont nous avons les données font partis des groupes 2 ou 3 ;
- Principes et valeurs de l'éducation à la paix inclus dans les politiques et programmes d'éducation de la plupart des pays ;
- Les Matières telles que l'éducation civique, l'éducation à la citoyenneté, l'éducation aux droits de l'homme et aux compétences de la vie courante sont incluses dans le programme d'enseignement national de la majorité des Etats (60%) ;
- D'où la possibilité d'inclure facilement une section sur la consolidation de la paix, ou la prévention des conflits dans le cadre de l'enseignement de ces matières ; et
- Existence de nombreux programmes d'éducation à la paix développés par le secteur non-formel et impliquant les communautés locales.

Suite à la présentation, il a été demandé aux participants de discuter en groupes des défis majeurs de la citoyenneté mondiale au niveau national et le rôle de l'éducation pour répondre à ces défis.

Les différents groupes de travail constitués ont identifié les défis suivants :

- Une escalade du conflit régional et mondial et des bouleversements sociaux ;
- Une marginalisation de certains groupes et un élargissement des écarts socio-économiques ;

- Une dégradation de l'environnement ;
- Des barrières linguistiques et des pratiques socio-culturelles traditionnelles négatives ;
- Une migration incontrôlée ;
- Un Etat fragile ;
- Un manque de mécanismes de coordination et de suivi-évaluation efficaces.

Les discussions ont permis de souligner que l'ECM n'est pas une idéologie, mais plutôt un ensemble de valeurs à mettre en rapport avec le contexte en prenant en compte les capacités des enseignants, des étudiants, des décideurs, etc. l'ECM est une approche holistique de l'éducation - le processus d'apprentissage devrait prendre en compte la dimension culturelle et économique.

Session 4: Explorer les opportunités de mise en œuvre et les options programmatiques

A la suite de cette présentation, les participants ont discuté en groupes des opportunités et des points d'accès pertinents pour la mise en œuvre au niveau national ainsi que de la manière d'intégrer l'ECM dans les politiques éducatives et les programmes des pays respectifs. Le groupe a analysé les résultats clés des discussions et a proposé des considérations supplémentaires telles que :

- Les approches doivent être adaptées au contexte: selon la dynamique nationale, les capacités des élèves/du corps enseignant, des administrateurs et en fonction des moyens disponibles ;
- Les approches peuvent combiner des interventions à différents niveaux : la salle de classe, l'école, la communauté, le national, l'international (échanges); mais aussi les pratiques didactiques, les contenus éducatifs, les politiques éducatives, l'environnement d'apprentissage ;
- Ces approches mettent l'accent sur la continuité entre le local et le global ;
- L'ECM s'apprend à tous les âges, tout au long de la vie ; à travers le formel, le non-formel et l'informel (implication d'autres secteurs: culturel, média).

Sessions 5 et 6: Bâtir des partenariats et la marche à suivre

Les objectifs de la Session 5 étaient de renforcer le réseau et les opportunités de coordination pour la mise en œuvre de l'ECM, suivi par la Session 6 qui visait à valider les feuilles de route du pays et établir un plan de suivi afin de matérialiser les résultats de l'atelier.

Quelques exemples d'opportunités de coopération et de travail en réseau ont été exposés par l'UNESCO. Les représentants des différentes structures partenaires ont ensuite présenté leurs initiatives, activités et programmes ainsi que les expériences capitalisées pour enfin identifier et dégager des pistes de collaboration avec l'UNESCO.

Les représentants des 15 pays de la CEDEAO ont exposé les différentes préoccupations et politiques en cours dans leur pays en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale. Les différentes interventions ont permis pour chaque pays de mettre en exergue ses priorités au niveau national en mettant l'accent sur l'urgence d'encourager la prise en charge et la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale mais aussi de dégager dans leurs différentes feuilles de route des pistes de collaboration avec les autres pays de la sous-région.

A l'occasion de la cérémonie de clôture, le représentant des participants a, au nom des 15 pays de la CEDEAO, remercié l'UNESCO d'avoir organisé cet atelier international de renforcement des capacités des pays de la CEDEAO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Mme Akemi Yonemura, représentante de la Directrice du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar, a remercié les différents partenaires et les pays pour leur participation à cet atelier mais aussi pour la qualité de leur contribution dans le cadre des travaux dudit atelier. Elle a aussi remercié les collègues de l'UNESCO qui ont contribué à l'organisation de cet atelier, réitéré la disponibilité de l'UNESCO à poursuivre la collaboration avec les Etats afin de promouvoir l'éducation à la citoyenneté mondiale.

III. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'atelier international de renforcement des capacités a mobilisé 15 pays de la CEDEAO qui ont suivi avec engagement et intérêt les travaux en sessions plénières et en ateliers. La qualité des présentations et les différents débats, échanges et contributions pays ont permis de retenir les **conclusions** suivantes :

Il n'existe pas de contradictions entre les deux concepts Citoyenneté et Education à la Citoyenneté Mondiale car dans la pratique, la citoyenneté mondiale est un ensemble de principes universellement partagés qu'on nous demande d'appliquer dans les actes de tous les jours. Par conséquent, elle met l'accent sur le devoir, ce qu'un individu doit faire en termes de responsabilité et qui est universellement accepté. La dimension mondiale de l'ECM complète et enrichie l'éducation à la citoyenneté. Il ressort des différentes présentations que, dans l'ensemble des pays de la CEDEAO, l'éducation à la citoyenneté mondiale existe – à un stade embryonnaire dans de nombreux programmes d'enseignement portant sur l'histoire mondiale et les valeurs universelles qui rassemblent les hommes et les femmes du monde. Certains pays semblent plus en avance que d'autres mais de façon générale, des difficultés sont constatées et concernent surtout les questions liées à la formation des enseignants, au temps insuffisant accordée à l'enseignement de l'ECM dans les différentes classes, etc. Les données cartographiques partagées ont été pour l'essentiel validées par les pays même si une mise à jour est nécessaire pour les 15 pays membres de la CEDEAO qui ont pris part à l'atelier.

A l'issue de l'atelier international de renforcement des capacités des pays de la CEDEAO, les **principales recommandations** formulées pour la mise en œuvre et la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale portent sur le plaidoyer, la formation et le renforcement des capacités, les outils pédagogiques pour l'enseignement et l'apprentissage, le soutien méthodologique et enfin la Coopération régionale et internationale.

Plaidoyer

1. Nécessité de développer des outils de plaidoyer sous forme d'image, d'affiche, de dépliant à l'attention des familles, des autorités locales et responsables des ministères de l'éducation ;
2. Sensibiliser les acteurs culturels, les médias sur l'éducation à la citoyenneté mondiale en utilisant les radios communautaires et les porteurs de voix ;

Formation et Développement des capacités

1. Renforcer les capacités des enseignants, des éducateurs du formel et non formel, et former des décideurs et gestionnaires, des proviseurs d'établissement scolaire, des rédacteurs de manuels et supports pédagogiques à l'éducation à la citoyenneté mondiale, à la paix et aux droits humains ;
2. Développer des plateformes d'e-learning pour les pays de la CEDEAO pour favoriser une meilleure utilisation des TIC comme support pédagogique pour la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale ;

Outils pédagogiques pour l'enseignement et l'apprentissage

1. Nécessité de promouvoir le manuel de référence de la CEDEAO pour assurer l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les programmes nationaux ;
2. Elaborer un guide pour l'enseignement de l'éducation à la citoyenneté, la paix et aux droits de l'homme (plans de cours, activités en classe, etc.) ;
3. Elaborer un guide pour les écoles de promotion de la citoyenneté mondiale à travers une approche scolaire globale et aide aux activités péri et parascolaires notamment dans les contextes de précarité ;
4. Elaborer des matériaux d'apprentissage pour enfants/apprenants de tout âge ;
5. Elaborer des outils pour l'intégration de l'EMC dans les programmes de l'Enseignement supérieur et dans l'alphabetisation et l'Education non formelle ;
6. Traduire les différents outils en langues locales en mettant l'accent sur les langues transfrontalières.

Soutien méthodologique

1. Mener des études pour développer une méthodologie sur l'impact de l'éducation à la citoyenneté, aux droits de l'homme et à l'éducation à la citoyenneté mondiale ;
2. Apporter un soutien à l'intégration de l'EMC dans les curricula en améliorant la capacité des Etats membres à intégrer l'EMC lors de la révision périodique des guides du curriculum.
3. Procéder à l'évaluation des compétences, des bonnes pratiques et des outils.

Coopération régionale et internationale

1. Renforcer la coopération régionale et internationale et partager les expériences et bonnes pratiques et les innovations ;
2. Encourager la participation de la communauté et une plus grande attention devrait être concentrée sur l'éducation non-formelle afin de créer des synergies et de soutenir les efforts formels ;
3. Promouvoir l'utilisation de l'informatique et les médias sociaux pour améliorer la connexion et les liens de qualité de l'éducation entre les étudiants.

ANNEXES

Annexe 1: Agenda de l'atelier

1er jour		
HEURE	SESSION	MODALITES
09:00 – 09:30	Cérémonie d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> Discours de la Directrice du Bureau de l'UNESCO à Dakar Discours d'ouverture du Ministre de l'Education 	
10:00 – 10:30	Présentation de l'atelier <ul style="list-style-type: none"> Présentation des participants Informations logistiques Présentation de l'agenda, des objectifs et résultats attendus de l'atelier 	Séance plénière Présentation par les organisateurs de l'atelier : UNESCO Siège et UNESCO Dakar
Session 1: présentation du concept d'éducation à la citoyenneté mondiale <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et améliorer la compréhension du concept d'éducation à la citoyenneté mondiale Développer les capacités des responsables éducatifs (planificateurs, développeurs de curricula...) à mieux saisir ce qu'est l'éducation à la citoyenneté mondiale <p>Modérateur : Amadou Ndoye, UNESCO DAKAR Rapporteurs : Burkina Faso / Mali / Togo</p>		
10:30 – 11:30	Clarification conceptuelle de l'éducation à la citoyenneté mondiale : définitions, terminologies, liens avec d'autres concepts et champs d'intervention	Séance plénière Présentation : Siège de l'UNESCO (20 min), suivie de discussions par groupe (20 min + 10)
11:30 - 12:00	L'éducation à la citoyenneté mondiale en Afrique sub-saharienne : enjeux à prendre en compte pour l'agenda post-2015 en Afrique	Séance plénière Présentation : UNESCO Dakar.
Session 2 : Echange de bonnes pratiques pour le développement de l'éducation à la citoyenneté mondiale <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Partager de nouveaux outils-ressources récemment développés par l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale Identifier et partager des exemples de politiques et de bonnes pratiques : cadres réglementaires, réformes et outils qui permettent d'intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les systèmes éducatifs et dans le suivi des résultats d'apprentissage Identifier les pays pilotes <p>Facilitateurs : Pape Banga Guissé, Rapporteurs : Burkina Faso / Mali / Togo</p>		
12:00 – 13:00	Présentation de l'approche, des outils et des ressources de l'UNESCO : sujets et objectifs spécifiques de l'éducation à la citoyenneté	Séance plénière Présentation : siège de l'UNESCO, suivie d'une discussion

	mondiale par classe l'âge, cadre pour enseigner le respect pour tous	
14:00 – 14:30	Partage d'expériences au niveau régional : le manuel de référence UNESCO-CEDEAO	Séance plénière Présentation : UNESCO DAKAR, suivie d'une discussion
14:30 – 16:00	Partage d'expériences au niveau national : présentation d'expériences par les pays participants et partenaires	Séance plénière Présentations par les participants suivies d'une discussion
2^{ème} JOUR		
09:00 – 09:10	Rapport de la première journée	Séance plénière Présentation des rapporteurs
09:10– 10:15	Partage d'expériences au niveau national : présentation d'expériences par les pays participants et partenaires	Séance plénière Présentations par les participants suivies d'une discussion
Session 3: analyser les défis et les enjeux, les besoins et les gaps pour l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale au niveau régional		
Objectifs:		
<ul style="list-style-type: none"> Intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les systèmes éducatifs (curricula, formation des enseignants et matériels pédagogiques, politiques éducatives, etc.) 		
Modérateur : Elmehdi Ag Muphtah, UNESCO BAMAKO		
Rapporteurs : Gambie / Nigeria / Sierra Leone		
10 :30 – 11 :00	Présentation de l'état de mise en œuvre : principaux résultats de la cartographie des initiatives pour l'éducation à la Paix en Afrique, synthèse des rapports et des recommandations des agences des Nations Unies sur l'éducation à la citoyenneté mondiale	Séance plénière Présentation : siège de l'UNESCO, suivie d'une discussion
11:00 – 11:30	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des besoins et des défis à relever en matière de politiques et de programmes éducatifs 	Travaux de groupes animés par le siège de l'UNESCO et l'UNESCO Dakar
11:30 – 12:00	Restitution et analyse des travaux de groupe	Séance plénière animée par le siège de l'UNESCO et l'UNESCO Dakar
12 :00 – 13 :00	<ul style="list-style-type: none"> Analyse et validation de la cartographie 	Travaux individuels en séance plénière
Session 4 : étudier les stratégies et les opportunités de mise en œuvre		
Objective:		
<ul style="list-style-type: none"> Analyser les politiques et les plans sectoriels des pays membres de la CEDEAO 		
Modérateur : Akemi Yonemura, UNESCO DAKAR		
Rapporteurs : Gambie / Nigeria / Sierra Leone		
14:00– 14:30	Présentation de différentes approches pour la mise en œuvre d'une éducation à la citoyenneté mondiale	Séance plénière Présentation : siège de l'UNESCO
14:30 – 16:00	<ul style="list-style-type: none"> Opportunités et pistes de travail 	Travaux de groupe animés par le siège

	<p>pertinentes pour la mise en œuvre au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale au sein des programmes et politiques de développement du secteur éducatif ? 	de l'UNESCO et l'UNESCO Dakar
16:00– 17:00	Restitution et analyse des travaux de groupe	Séance plénière animée par le siège de l'UNESCO et l'UNESCO Dakar
3^{ème} JOUR		
09:00 – 09:10	Rapport de la deuxième journée	Séance plénière Présentation des rapporteurs
<p style="text-align: center;">Session 5: identifier les partenaires concernés et construire des partenariats :liens entre l'éducation et les autres secteurs</p> <p>Objectif:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le travail en réseau et les opportunités de coopération <p>Modérateur : Amadou Ndoye, UNESCO DAKAR Rapporteur: UNESCO Dakar</p>		
09:10 – 10:15	Présentation sur les opportunités de coopération et de travail en réseau	Séance plénière Présentations : siège de l'UNESCO et UNESCO DAKAR + CEDEAO, CONFEMEN, PNUD, CONFES (tbc), suivies de discussion
<p style="text-align: center;">Session 6 : prochaines étapes</p> <p>Objective:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valider les feuilles de route nationales • Etablir un cadre de suivi-évaluation pour concrétiser les résultats de l'atelier <p>Modérateur : Saip Sy, UNESCO DAKAR Rapporteur : UNESCO Bamako</p>		
10: 30 – 11:15	Elaboration de plans nationaux pour les pays membres de la CEDEAO, sur la base des précédents travaux de groupe	Travaux de groupes
11:15– 12:15	Restitution des travaux de groupe	Séance plénière
12:15 – 12:45	<ul style="list-style-type: none"> • Leçons apprises • Identification des priorités régionales • Mesures de suivi 	Séance plénière Présentation: siège de l'UNESCO et UNESCO Dakar
12:45 – 13:00	Clôture et évaluation de l'atelier	Séance plénière

Annexe 2 : Liste des participants

Pays/ organisation	Nom	Fonction
Etats membres		
Bénin	Mme KOUAGOU Bètépèri Prisca	Chef Service de Protection Sociale, Sanitaire et d'Education à la Citoyenneté au Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
Burkina Faso	Mr. Ibrahima Sanon	Directeur Général de la recherche en Education de base
Cap Vert	Mme Rosa Maria Paulete Fortes Silva	Direction Nationale de l'Education
Cote d'Ivoire	Mme HAIDARA née COULIBALY Tené Natogoma	Inspecteur général de l'éducation nationale, chargé de la discipline EDHC (éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté)
Gambie	Mr. Ousmane Senghor	Principal Programme Officer
Ghana	Mr. Asare Appollonius Osei Akoto	Coordinator UNESCO ASPnet schools
Guinée	Mr. Facely Mara	Directeur National Adjoint de l'Education Civique
Guinée Bissau	M. Allende Samory Fernandes Quadé	Technicien supérieur à l'INDE
Liberia	Ms. Felicia Sackee Sumah	Assistant Minister of Basic & Secondary
Mali	Mr Boubacar Dembelé	Chef de section développement de la personne à la Direction Nationale de la Pédagogie
Niger	Mr. Mallam Garba Maman	Directeur General de la réforme de la promotion des langues nationales et de l'éducation civique
Nigeria	Mr. Garba Dahiru Gandu	Assistant Director Nigerian Educational Research and development Council (NERDC)
Sierra Leone	Mr. Horatio Nelson-Williams	National Coordinator for EFA
Senegal	Dibor Bakhoun	Direction de l'Enseignement Moyen Secondaire Général
Togo	Mr. Djouma Doumongue	Doyen de l'Inspection Générale
Partenaires du développement et ONGs		
UNICEF	Mme Jennifer Hofmann	Education Specialist UNICEF WCARO
UNHCR	Kirobo KADJA MBOGO	Associée aux services communautaires
AIDE ET ACTION	M. ARFA Tom-Iteng	Responsable Mission Educative à Aide et Action International Afrique

CONFEMEN	Mme Fatoumata Ba Diallo	Conseillère en politiques éducatives
CONFEMEN	Mme Carole GARCEAU	Conseillère en politiques éducatives
PLAN International	Mme Charlotte Lebas	Plan International WARO
CHILDFUND	Cheikh Amadou Bamba Diaw	Program Support Manager
Ministère de la Jeunesse	Mr. Georges Deguenonvo	Inspecteur Ministère de la Jeunesse
GRA REDEP	Mr. Gaspard Onokoko Onosal	Président
COSYDEP/SEN	Abdoul Khadre NDIAYE	COSYDEP/Sénégal
COMNAT SENEGAL	Mme Mada Lucienne Tendeng	Chargée Division Education
CEDEAO	Papa Banga GUISSÉ	Chargé de programme
JICA	Mr. Abdoulaye Sow	Chargé de programme
Personnel de l'UNESCO		
Bamako	Mr. Elmehdi Ag Muphtah	Program Specialist
Paris	Mme Lidya Ruprecht	Program Specialist
Dakar	Mme Akemi Yonemura	Program Specialist
Dakar	Mr. Amadou Ndoye	Program Specialist
Dakar	Mr. Saip Sy	Program Specialist
Dakar	Mme Fatou Ndiaye	Program Assistant

Annexe 3: Feuille de route pays pour l'intégration de l'ECM dans les politiques éducatives juillet 2015

Benin

CONTACT : Mme Kouagou Bètipèri Prisca betikouagou@yahoo.fr

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Mobiliser les décideurs autour de la question de budgétisation des actions en faveur de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM)	Organisation d'une séance de restitution de la formation sur l'ECM	DPS	La restitution est faite et un rapport est disponible	MESFTP; MESRS; MCAAT; MCTIC; MJSL; MISPC; PTF - ONG (<i>non déterminés</i>)	2015
	Elaboration d'un document de plaidoyer en vue de la création de lignes budgétaires pour les actions d'ECM	DPS	Un document de plaidoyer est élaboré et disponible	MEMP (DEP, INFRE, CFPEEN, DDEMP); MESFTP; MESRS; MCAAT ; MCTIC ; MJSL ; MISPC ; PTF - ONG (<i>non déterminés</i>)	2016
Mettre en place des mesures de promotion de l'ECM en milieu scolaire et dans les communautés	Elaboration de supports (dépliants, affiches) sur les messages liés à la culture de la paix au profit des écoles maternelles et primaires	DPS	Nombre de dépliants et d'affiches élaborés	Les structures pédagogiques du MEMP UNICEF Médiateur de la République	2017
	Sensibilisation des apprenants sur la culture de la paix et distribution des dépliants et affiches	DPS	Nombre d'écoles couvertes par l'activité	Les structures pédagogiques du MEMP	2017
	Sensibilisation des membres des Associations Parents d'élèves (APE) et des Associations des Mères d'Enfants (AME) sur l'ECM	DPS	Nombre de membres APE et AME sensibilisés	Structures pédagogiques du MEMP FENAPEB	2017
	Organisation d'un jeu concours de dessin sur la culture de la paix à l'intention des apprenants des écoles primaires publiques et privées et élaboration de calendriers à	DPS	Nombre d'écoles ayant participé Nombre de calendriers à feuillets élaborés	Rigth to Play Aide et action WANEP CBO-EPT	2017

	feuillet à partir des 12 meilleurs dessins				
Appropriation de la thématique d'éducation à la citoyenneté mondiale et formation des enseignants et corps de contrôle	Appropriation de la thématique d'ECM par les cadres et responsables des structures centrales des Ministères en charge de l'Education et le Conseil National de l'Education	DPS Cabinet du MEMP	Nombre de Directeurs centraux et leurs adjoints, chefs de service, coordonnateurs de projets et responsables sous tutelle des ministères en charge de l'éducation informés et formés à l'ECM	PTF (<i>non déterminé</i>)	2015
	Harmonisation des pratiques diverses menées à l'intérieur du pays par divers partenaires et ONG intervenant déjà sur la thématique d'éducation à la paix, à la non violence et aux droits humains	DPS	Nombre d'ONG comme Plan-Bénin, WANEP-Bénin, UNICEF et autres sont intégrés dans un dispositif de coordination des actions au profit de l'ECM	Structures pédagogiques des ministères en charge de l'éducation	2016
	Rédaction d'un document de référence sur les thématiques relatives à la citoyenneté mondiale contenues dans les programmes d'études de la Maternelle et du Primaire	IGPM	Le document de référence existe et récapitule les thèmes des programmes d'études qui traitent de l'ECM. Ce document fixe les axes d'intervention de l'enseignant en salle de classe	CTAP DEP DPS PTF (<i>non déterminés</i>)	2016
	Rédaction de modules de formation des enseignants sur le mécanisme d'ECM	IGPM	Les modules sont rédigés dans la logique des thèmes relevés et servent à outiller les enseignants pour mieux aborder l'ECM	CTAP DEP DPS PTF (<i>non déterminés</i>)	2016
	Production de matériel didactique pour renforcer les activités pédagogiques en salle de classe	IGPM	Nombre de supports pédagogiques réalisés tels que: planches, contes, chansons pour servir à la	Structures pédagogiques du MEMP uniquement pour le moment	2016

			concrétisation des leçons		
	Formation des enseignants dans les Ecoles Normales d'Instituteurs à la prise en compte des thématiques relatives à l'ECM	IGPM - DPS	Nombre d'élèves maîtres et maîtresses des ENI publiques et privées du Bénin formés au mécanisme d'ECM - ils se sont familiarisés aux supports didactiques	CTAP DEP INFRE PTF (<i>non déterminés</i>)	2016
	Formation des conseillers pédagogiques et inspecteurs à l'encadrement des enseignants sur l'ECM	IGPM - DEP	Nombre de conseillers Pédagogiques et inspecteurs en activité formés à l'appropriation de la thématique et à l'enseignement à la citoyenneté mondiale	CTAP ; DEP ; INFRE ; PTF (<i>non déterminés</i>)	2016
	Suivi et évaluation des activités mises en œuvre	DPS - DEP - IGPM - CTAP	Nombre d'activités de suivi effectuées Rapports	PTF - ONG intéressées	2016 2017

Sigles

AME	: Association des Mères d'Elèves
APE	: Association des Parents d'Elèves
CBO-EPT	: Coalition Béninoise des ONG pour l'Education Pour Tous
CFPEEN	: Centre de Formation du Personnel d'Encadrement de l'Education Nationale
CTAP	: Conseiller Technique aux Activités Pédagogiques
DDEMP	: Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire
DEP	: Direction de l'Enseignement Primaire
DPS	: Direction de la Promotion de la Scolarisation
ENI	: Ecole Normale des Instituteurs
FENAPEB	: Fédération Nationale des Associations des Parents d'Elèves et Etudiants du Bénin
IGPM	: Inspection Générale Pédagogique du Ministère/MEMP
INFRE	: Institut National pour la Formation et la Recherche en Education
MEMP	: Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MESFTP-RIJ	: Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes
MESRS	: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MJSL	: Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs
MISPC	: Ministère de l'intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes
MCAAT	: Ministère de la Culture de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme
MCTIC	: Ministère de la communication et des Technologies de l'Information et de la Communication
WANEP	: West African Network for Peace Building

CONTACT: Mr. Ibrahima Sanon ibsouro@yahoo.fr

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Elaborer d'une politique nationale d'éducation à la Citoyenneté Disposer d'un décret portant adoption de la politique Nationale d'éducation à la Citoyenneté	Création et mise en place d'un Comité technique Elaboration de la note de cadrage -Recrutement de consultants -Présentation du rapport provisoire -Atelier de validation du document de politique Elaboration d'un projet de décret Préparation d'un rapport de présentation en conseil des ministres Adoption du décret en Conseil des Ministres Organisation des sessions d'information et d'appropriation	MENA	Arrêté de création du Comité		Août 2015
		Comité technique	Note de cadrage disponible	- UNESCO/CED EAO	Août 2015
		Comité technique	Trois consultants recrutés	- UNESCO/CED EAO	Sept 15
		Consultants/Comité Technique	Le rapport amendé	- MJDHPC-MESS-MASSN-MJFPE	Sept-Oct 15
		DGREB	Rapport final validé	- MJDHPC-MESS-MASSN-MJFPE	Déc 15
		MENA/DGREB	Un projet de décret disponible	- MJDHPC-MESS-MASSN-MJFPE	Jan 16
		MENA/DGREB	Un rapport à envoyer en Conseil des Ministres	- UNESCO/CED EAO	Janvier 16
		Conseil des Ministres	Décret adopté et signé	- Idem	Févr 2016
		MENA (DGREB/DCPM)	Treize sessions d'information dans les 13 régions	- UNESCO/CED EAO - CN d'Ethique - Ambassade Canada	Mars 16
Réviser les guides d'éducation civique et	-Elaboration des TDR prenant en compte les thématiques de	MENA/DGREB	TDR relatives aux nouveaux guides d'ECM	UNESCO/CEDEAO - UNICEF - PTF nationaux	Mai 2016
		MENA/DGREB	Documents de rapport d'Atelier	MJDHPC-MESS-MASSN-MJFPE	Mai 2016

morale existants	Citoyenneté Mondiale - atelier d'élaboration de nouveaux guide ECM - restitution et validation des guides d'ECM	MENA/DGREB	des nouveaux guides d'ECM Document d'orientation de la mise en œuvre du guide d'ECM	MJDHPC-MESS- MASSN-MJFPE	Juin 2016
Maîtriser le concept d'ECM	Formation des enseignants et formateurs	Circonscription d'Education de Base	Appropriation du concept par les enseignants et formateurs	- MESS - MASSN - MJFE - UNESCO /CEDEAO	juillet 2016
Appliquer les démarches pédagogiques selon l'API	Mise à disposition de guides ECM élaborés selon l'API	DGREB/DRDP	Nombre d'enseignants appliquant les démarches pédagogiques selon l'API.	- UNICEF - MESS - MASSN - MJFPE	Août 2016
Rendre l'enseignement l'ECM obligatoire	Intégration dans le programme officiel Evaluation de la discipline	DGREB Enseignants	Nombre d'heures prescrit Conduite des élèves et apprenants	- MJDHPC - MESS - MASSN- MJFPE - UNESCO /CEDEAO	Sept 2015 Année scol 17-18
Assurer le suivi de l'application du programme ECM	Formation sur les outils de suivi. Utilisation des outils de suivi.	CEB Directeurs d'Ecoles	Nombre de suivis effectués.	- UNESCO - COGES - syndicats	Année scol 17- 18

Cap Vert

CONTACT: Mme Rosa Maria Paulete Fortes Silva Rosa.Silva@palgov.gov.cv

OBJECTIFS	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS DE PERFORMANCES	PARTENAIRES	ECHÉANCE
Renforcer la sensibilisation et les capacités des décideurs et autres acteurs de l'éducation dans des contextes formels, non formels et informels à l'intégration de l'ECM dans les politiques éducatives.	Ateliers de renforcement des capacités des décideurs politiques	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction National de l'Éducation	Décideurs des politiques éducatives Informés / Formés / Sensibilisés	UNESCO CEDEAO	Septembre / Décembre 2015
Relecture des programmes de l'enseignement de base (Primaire et Secondaire) – Intégration des Thèmes pour l'ECM	Ateliers avec les concepteurs de programmes éducatifs et enseignants dans le pays sélectionnés de chaque région.	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction National de l'Éducation	Programmes de la discipline de l'Éducation à la Citoyenneté avec les thèmes de l'ECM intégrés.	UNESCO CEDEAO	Septembre / Décembre 2015
Révision des programmes de l'enseignement de base (Primaire et Secondaire) – Intégration des Thèmes pour l'ECM	Ateliers avec les concepteurs de programmes éducatifs et enseignants dans le pays sélectionnés de chaque région	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction National de l'Éducation	Programmes de la discipline de l'Éducation à la Citoyenneté avec les thèmes de l'ECM intégrés.	UNESCO CEDEAO	Septembre / 2015 Septembre / 2017
Élaboration de Guides d'exécutions et de Manuels scolaires pour la discipline de	Travail avec les concepteurs de programmes éducatifs	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction National de l'Éducation	Guides d'Exécutions et Manuels scolaires élaborés pour	UNESCO CEDEAO	Septembre / 2015 Septembre / 2017

l'Éducation à la Citoyenneté de l'enseignement de base.			l'enseignement de base.		
Formation des formateurs sur l'ECM	Ateliers de renforcement des capacités (présentiel et à distance)	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction Nationale de l'Éducation Ministère de L'enseignement Supérieur – IUE, UNICV	Formateurs formés	UNESCO CEDEAO	Septembre / 2015 Septembre / 2017
Formation des enseignants sur l'ECM	Ateliers de renforcement des capacités (présentiel et à distance)	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction Nationale de l'Éducation Ministère de L'enseignement Supérieur – IUE, UNICV	Enseignants, Inspecteurs, personnels du bureau de la DNE formés	UNESCO CEDEAO	Septembre / 2015 Septembre / 2017
Assurer un mécanisme systémique pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique	Élaboration des outils et un cadre pour évaluer l'impact sur les apprenants, en termes d'attitudes, de connaissances, de compétences et de comportements	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction Nationale de l'Éducation	Outils élaborés	UNESCO CEDEAO	Janvier / Mars 2016
Évaluer l'impact de l'ECM dans la politique éducative	Ateliers d'évaluation	Ministère de l'Éducation et Sport – Direction Nationale de l'Éducation Ministère de L'enseignement Supérieur – IUE, UNICV	ECM intégrée dans les matières existantes Enseignants formés Matériaux d'enseignement de qualité	UNESCO CEDEAO	Septembre / 2017

			Changement des apprenants en termes d'attitudes, de connaissances, de compétences et de comportements		
--	--	--	---	--	--

CONTACT: Mme Haidara Tené Natogoma tnhaidara@yahoo.fr

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Communiquer sur le concept de citoyenneté mondiale	-plaidoyer -restitution -information sensibilisation	MENET	-4 réunions -les directions et les ministères informés (DAAF, IGENET, DPFC, DVS...)	-Ministères de l'enseignement supérieur, de la jeunesse, de la justice -Unesco, Unicef, Confemen, ONGs	Août à décembre 2015
Former les différents acteurs	-formations des gestionnaires de l'école -formation des encadreurs pédagogiques de toutes les disciplines -formations des enseignants -déterminations des stratégies de prises en compte de l'ECM	MENET	-5 réunions réalisées -20 gestionnaires touchés -100 enseignants, et conseillers de la vie scolaires touchés -existence de stratégies de mise en oeuvre	-Ministères de l'enseignement supérieur, de la jeunesse, de la justice -Unesco, Unicef, Confemen, ONGs	Déc 2015 à août 2017
Production	--élaboration de textes institutionnels : arrêtés, décisions pour intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale -élaboration d'un guide, d'un dépliant, d'affiches pour les systèmes formel, non formel et informel -démultiplication des supports -diffusion des supports	MENET	- un arrêté interministériel disponible -existence d'une notification budgétaire sur les activités de l'ECM -existence de contrat avec des structures nationales et organisations nationales -un guide disponible -un dépliant disponible -des affiches disponibles -1000 affiches éditées et diffusés	-Ministères de l'enseignement supérieur, de la jeunesse, de la justice -Unesco, Unicef, COFEMEN, ONGs, COMNAT	Juin 2016

			-1000 dépliants édités et diffusés -100 édités et diffusés		
Suivi évaluation	-mission de suivi -enquête sur la perception de la citoyenneté mondiale	MENET	-3 missions de suivi de la mise en œuvre des activités -les résultats de l'enquête disponibles	-Unesco, Unicef, CONFEMEN, ONGs	Début du projet à octobre 2017

Gambia

CONTACT: Mr. Ousmane Senghor senghoreousman@yahoo.fr

OBJECTIVE	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
To create awareness of the concept of Global Citizenship Education for stakeholders in The Gambia	<ul style="list-style-type: none"> • Domesticate the Concepts of Global Citizenship Education • Information Sharing • Stakeholder sensitisation 	NATCOM-Gambia	- Information available on NATCOM and website and local media	- Ministry of Education - NGOs	Sept. 2015
To ensure that the concept of Global Citizenship Education is clearly spelt out in the New Education Policy 2016-2030	Advocate for the inclusion of Global Citizenship Education in Basic and Secondary Education	NATCOM-Gambia	A policy statement on global Citizenship education is stated in the new Education Policy	- Ministry of Education - NGOs - UNESCO - Gambia College	Dec. 2015
To strengthen the teaching and learning of Global Citizenship Education in basic and secondary schools	<ol style="list-style-type: none"> 1. Curriculum research on GCE 2. Curriculum Audit 3. National forum on the findings of research and audit 4. Development/infusion of GCE concepts/topic 5. Training/disseminating 6. Assessment & evaluation of teaching and learning process 7. Finalisation & production of the learning materials 8. Development of Learning Achievement Targets 	NATCOM-Gambia in collaboration with Gambia College and the Ministry of Basic and Secondary Education	<ol style="list-style-type: none"> 1. Themes on GCE developed 2. The coverage of GCE in school curriculum established 3. Consensus built on the modalities of integrating GCE in teaching & learning 4. Instructional materials on GCE 5. Trained personnel 6. Feedback from the assessment & evaluation 7. Pupils & teachers book in cooperating GCE 8. The actual target for each theme developed <p><i>A comprehensive and up-to-date curriculum on GCE is developed and validated</i></p>	- Ministry of Education - NGOs - UNESCO - Gambia College - other local stakeholders	April 2016

<p>To enhance the current teacher training program through systematic integration of GCE</p>	<p>1. Conduct needs assessment/ Audit of teacher training course content at The Gambia college 2. Course content development for pre-service training</p>	<p>NATCOM-Gambia in collaboration with Gambia College and the Ministry of Basic and Secondary Education</p>	<p>- The identified needs - An integrated training course on GCE is available and being used in initial teacher training programmes - A training module is available for Non-formal education</p>	<p>- Ministry of Education - NGOs - UNESCO - Gambia College - University of the Gambia - Ministry of Higher Education - Non – Formal Unit - Other local stakeholders</p>	<p>May 2016</p>
<p>Institute & maintain continuous professional development programme for school personnel on Global Citizenship Education</p>	<p>Adapt the modules developed for pre-service training to address the training needs of (a) Head teachers (b) teachers (c) Parent Teachers</p>	<p>NATCOM-Gambia in collaboration with Gambia College and the Ministry of Basic and Secondary Education and Higher Education</p>	<p>In-service Training module is available</p>	<p>- Ministry of Education - NGOs - UNESCO - Gambia College - University of the Gambia</p>	<p>June 2016</p>

Guinée-Bissau

CONTACT: Mr. Allende Samory Fernandes Quadé alsafegua@hotmail.com

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Renforcer de l'engagement politique de l'État et des intervenants par rapport à ECM	Atelier de sensibilisation sur l'intégration de ECM dans la Politique et/ou curriculum d'Enseignement	MEN/INDE – CNUNESCO	2 ateliers 50 participants	UNESCO, UNICEF, ONGs,	Septembre et Octobre 2015
Consolider les contenus de l'ECM dans l'EB	Intégration des thématiques de l'éducation à la ECM dans le curriculum de Enseignement de Base	INDE	Draft des programmes et guide disponibles, Manuel de Reference de CEDEAO	UNESCO, UNICEF/PME, FEC, WANEP, LGDH	IV trimestre 2015
Renforcer les capacités académiques et pédagogiques des formateurs en matière de l'ECM	Formation des formateurs et des Professeurs des écoles de formation	INDE, ESE	30 formateurs et Professeurs	UNESCO, UNICEF/PME	I trimestre 2016
Préparer des inspecteurs, directeurs et enseignants pour assurer la dissémination des contenus de l'ECM dans les régions	Formation des inspecteurs /formateurs, directeurs et enseignants des écoles primaires sélectionnées	INDE/ DGEnseig./ IGE	50 inspecteurs/formateurs 30 directeurs et 300 enseignants	UNESCO, UNICEF/PME	I et II trimestre 2016
Contribuer à la promotion de l'ECM dans l'enseignement secondaire	Conception du programme et intégration des contenus de l'ECM dans le curriculum du Secondaire (10 ^{ème} a 12 ^{ème})	INDE	Programme et guide d'orientation disponibles	UNESCO, UNICEF/PME FEC, WANEP, LGDH	III trimestre 2016
Préparer des directeurs et coordinateurs pour assurer la formation dans leurs groupements disciplinaires	Formation des directeurs et enseignants coordinateurs des disciplines du secondaire	INDE/ DGEnseignement, IGE	15 directeurs et 230 enseignants coordinateurs	UNESCO, UNICEF/PME	IV trimestre 2016

Promouvoir une citoyenneté active et responsable de l'enfant et jeuneuse, ainsi que les communautés	Sensibilisation dans l'éducation non formel	Direction de l'Educ. Non Formel et Société Civile/ INDE	Campagne dans les écoles, médias et communautés	UNESCO, UNICEF/PME OSC, Médias, Jeuneuse, Leaders Communautaires	2015-2017
Accompagner le processus d'implémentation de l'ECM dans les écoles et communautés	Suivi des activités de promotion de l'ECM	INDE/ DGEnseignement, IGE	Rapport des missions de suivi	Direction de l'Educ. Non Formel et Société Civile	2016-2017

Guinée

CONTACT: Mr Facely Mara facelymama@gmail.com

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Créer l'intérêt à l'adhésion de mes autorités dans le projet L'ECM	Faire un plaidoyer au conseil de cabinet du ministre	La direction Nationale de l'Education Civique	Une adhésion psychologique des membres du conseil est obtenue	SG/IGE/INRAP	Juillet /août
Obtenir une forte implication des cadres de la DNEC pour défendre le projet L'ECM	Organiser une restitution efficace au sein du service	Le participant au séminaire de Dakar	L'implication de tous les techniciens de la DNEC est obtenue	Le cabinet du Ministre	Juillet / août
Rechercher un financement pour la mise en œuvre de l'ECM	Défendre le projet pour obtenir un financement de la mise en œuvre dans le cadre de la qualité au PSE de la Guinée	SG/IGE/INRAP/DNEC	-Un financement est obtenu pour la mise en place des premiers jalons du projet de l'ECM	UNESCO/UNICEF et tous les autres partenaires bi et multilatéraux intervenant dans le financement des projets éducatifs, volet/éducation citoyenne en Guinée	Octobre /novembre
Vulgarisation à l'échelle nationale	Organisation d'un atelier national de vulgarisation et d'appropriation par les services publics et ONG intervenant dans l'ECM	Le cabinet ministériel avec l'appui des partenaires au développement	-Une vaste sensibilisation nationale est menée pour l'ECM -Un grand engouement est suscité au niveau des partenaires pour leur appui au projet	MEPU-A/UNESCO/UNICEF et tous les autres partenaires bi et multilatéraux intervenant dans le financement des projets éducatifs, volet/éducation citoyenne en Guinée	<u>janv-16</u>
Elaboration des guides dans le cadre de la diversification des filières en cours dans notre système	Organisation d'un atelier de conception	Le cabinet ministériel avec l'appui des partenaires au développement	Les structures d'élèves qui sont opérationnelles sont dotés du dotées avant même la validation et l'introduction de l'ECM dans les programmes avec ECJS système	MEPU-A/UNESCO/UNICEF et tout les autres partenaires bi et multilatéraux intervenant dans le financement des projet éducatifs, volet/éducation citoyenne en Guinée	Selon le chronogramme de la rentrée en de la diversification des filières

Liberia

CONTACT: Mme Felicia Sackey Doe-Sumah fdoesumah@moe.gov.lr

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Global Citizen Education framework formulated into a national policy	Set/establish framework for GCE at the Joint Sector Review	Assistant Minister/Basic & Secondary Education	Global Citizen Education activities mainstreamed into the Technical Working Group Reports of Early Childhood Education, Basic & Secondary Education , Vocational & Technical Education, Teacher Education and Governance & Higher Education at the Joint Education Sector Review	GOL-MOE & Sector Ministries ,UNICEF,UNESCO, Plan International, SCI	July 2015
Funding and other resources mobilized	Presentation on Global Citizenship Education made at the Education Sector Development Committee meeting Submission of work plan to partners with specific request Activity Plan shared	Assistant Minister/Basic & Secondary Education	Commitment from individual partners	GOL-MOE & Sector Ministries ,UNICEF,UNESCO, Plan International	August 2015
Goals and competencies on the delivery of GCE mainstreamed into the Academic Calendar	Include the goals and competencies of GCE into the Academic Calendar	Director-Secondary Education	Academic Calendars with GCE issues in every school	MOE, Education Secretariats	July 2015
Global Citizen Education draft Policy formulated	Use framework to formulate the details of draft GCE policy	Miller, Division of Planning	Copies of draft GCE Policy	GOL, UNICEF, SCI, Plan International	September 2015

Global Citizenship Education draft policy validated	Draft GCE policy validated by relevant stakeholders	Miller, Division of Planning	GCE Policy with inputs	GOL, UNICEF , USAID, Plan International	October 2015
Awareness raised on Global Citizenship Education	Fact Sheets developed and shared Flyers distributed Radio Talk shows held Jingles played on community radios	Assistant Minister/Basic & Secondary Education Director of Communication		GOL, ALL UNICEF, UNES CO etc	November 2015
Policy finalized and distributed	Final copies of Global Citizenship Education policy printed and distributed	Peace-Building Coordinator--- Miller	Copies of policy available in the hands of stakeholder		December 2015
Curriculum	Revise and include best practices of GCE Validate curriculum Print curriculum	Peace-Building Coordinator -Miller, Curriculum	Visibility of GCE in the Copies of the revised curriculum	MOE , UNESCO, UNICEF, SCI etc	February 2015
Relevant Teaching-Learning Materials adopted from sub-region	Network with sub-region for relevant teaching-learning materials	Peace-Building Coordinator -Miller, Curriculum	# of Copies of teaching-learning materials		February 2016
Regional Citizenship Education Camp held	Conduct Citizenship camps for 10 th Graders to promote tolerance, respect, etc	Assistant Minister/Basic & Secondary Education		Communities , Partners, Legislature, Civil Society, GOL, Public-private partners etc	December 2015
Monitoring & Evaluation	M&E indicators developed and included in the reporting templates of the County & District Education Officers and the Principals	Division of Planning	Visibility of GCE indicators in the reports received from all levels	CEOs, DEOs,	January 2016
Alternative Education Policy Harmonization	GCE included onto the harmonized policy of Alternative Education	Miller Division of Planning	Draft Diced GCE AE Policy	GOL, USAID- AYP, all other partners,	July 2015

Associated Schools Network	Increased number of schools to reflect regional balance	National Office Miller Student Personnel Service	List of schools in the network	MOE, Principals	October 2015
----------------------------	---	--	--------------------------------	--------------------	--------------

Niger

CONTACT: Mr. MALLAM GARBA Maman mmallam_garba@yahoo.fr

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
1. Intégrer la CM dans les programmes d'études des structures en charge de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer auprès des autorités éducatives sur la CM -élaboration du programme de la CM de maternelle et du primaire ; - élaboration du programme du secondaire ; - élaboration du programme de la Formation Professionnelle et Technique; - élaboration du programme du MJ/S - élaboration du programme du MA/C ; -élaboration du programme du MES/R ; - élaboration du programme des ENI ; -élaboration du programme de l'ENS ; 	- DEC/FC	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté conjoint des MEE est pris sur l'ECM - Insertion de l'EC dans la politique nationale en EC/FC ; -les programmes de tous les niveaux et cycles sont élaborés ; 	<ul style="list-style-type: none"> - DCRE - DGR - DGS - DGA/ENF - M JS - MCAL - MFT/P - ENI - IFAENF - ENS - INJS - Société civile/ ONG - CGPE - CN/CGDES Min. de la Justice 	September 2015-Février 2016
2. Qualifier les acteurs terrain à la mise en œuvre de l'ECM	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des formateurs et rédacteurs des matériels didactiques ; - Formation des membres (nationaux et régionaux) du dispositif de formation continue ; 	- DEC/FC	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage de formateurs formés ; - Pourcentage de formateurs du dispositif formés - Nbre de sessions de formation ; d'enseignants tenues ; - Nbre de cadres clés des MEE formés à l'ECM 	<ul style="list-style-type: none"> - DFIC - DREP - ENI - Autres DR 	Décembre 2015-mars 2016

	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des acteurs du terrain en CAPED et autres structures de formation continue - Formation des cadres des ministères en charge de l'éducation sur le concept de CM ; - Identification des approches pour l'enseignement de la CM 		<ul style="list-style-type: none"> - Nbre d'approches de mise en œuvre de l'ECM identifiés par degrés et par cycles - 		
3. Equiper les acteurs terrain en matériels didactiques spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Révision des matériels existants sur l'EC et la FC en vue de prise en compte de la dimension CM ; - Elaborer les supports pour l'ECM (modules : fiches/ affiches ? - Traduction des supports en LN -Reproduire les matériels ; - Distribuer les matériels ; 	- DEC/FC	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre et types de supports sont révisés et adaptés à l'ECM -nbre de supports élaborés (modules, fiches, affiches...) -Nbre de matériels reproduits - Nbre de structures équipées 	<ul style="list-style-type: none"> -DRF/M - DGR - DCRE 	Mars –avril 2016
4. Mise en œuvre de l'ECM dans les structures des Ministères en charge de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement de l'ECM dans les classes et dans les centres de formation professionnelle ; - Réalisation des activités para et périscolaires - Animations communautaires 	- DEC/FC	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'enseignants appliquant les approches appropriées. - Nbre de séances d'animations par IEB/commune ; - Nbre de structures participantes ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Directions régionales -ENI -Inspecteurs des différents cycles Conseillers péd. -Responsables structures communautaires -OSC 	Octobre 2016-juin 2017
5. Mettre en œuvre un plan de communication sur la CM	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un plan de communication ; - Valider le plan ; - Exécuter le programme de 	- DEC/FC/ - DIP/TICA	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de groupes cibles touchés - Nbre de campagnes exécutées ; - Pourcentage de structures 	<ul style="list-style-type: none"> -ONG ; -Associations; - ... 	Octobre 2015-septembre 2017

	communication du Plan ;		communautaire actives en CM ;		
6. Mettre en place un dispositif de suivi/évaluation de la mise en œuvre de la CM sur le terrain	<ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'une unité - Elaboration des outils - Réalisation des missions périodiques sur le terrain - Productions des rapports périodiques 	<ul style="list-style-type: none"> - DE/SAS/O - DEC/FC 	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre de rapports produits ; - Nbre et qualité des recommandations faites ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Médias ; - ASC ; - Acteurs terrain ; 	Janvier 2016- septembre 2017
7. Organiser un atelier national de capitalisation de l'ECM	Atelier de capitalisation	- DEC/FC	<ul style="list-style-type: none"> - Nbre et qualité des participants - 	<ul style="list-style-type: none"> - DE/SAS/O/ - MEE - ONG - OSC - PTF - secteur public 	Septembre 2017

Nigeria

CONTACT: Mr. Garba Dahiru Gandu gdgandu@yahoo.com

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
<ul style="list-style-type: none"> Develop national multi sectoral Blueprint on the implementation of the GCED Implement GCED concepts across the different national sectors 	<ul style="list-style-type: none"> Development of National Multi Sectoral Blueprint on the establishment of the GCED Implementation of the GCED across the different national spheres Establishment of Educational Coalition on GCED, Peace and Security 	<ul style="list-style-type: none"> Federal Ministries (Education, Information, Youth and Sports, Women Affairs, Culture, Communication, etc.) State Governments Federal Agencies (NERDC, NATCOM UNESCO, NCCE, UBEC, Tetfund, NUC, NBTE, OSSA, Defense, Police, Civil Defense Mass Literacy, NOA, , NBC,NCC, Tourism, Media etc. 	<ol style="list-style-type: none"> Convocation of National Stakeholders Conference Establishment of Steering / Technical Committee and Sectoral Committees on the Development of Multi Sectoral Blueprint on GCED Establishment of GCED implementation and Monitoring Committee Nationwide Sensitization and Advocacy on GCED carried out Production of GCED support documents Implementation of the National Multi Sectoral Blueprint on GCED in the different sectors 	International Development Partners, CBOs, FBOs, CLOs, NGOs, Private Sector, Royal Fathers, etc.	2015-2016
<ul style="list-style-type: none"> Develop more and up to date learning materials 	<ul style="list-style-type: none"> Development up-to-date learning materials through private efforts and public-private partnership 	NERDC, UBEC, NCCE, NUC, NBTE, NMEC, Publishers	Up-to-date learning materials developed	<ul style="list-style-type: none"> Up-to-date learning materials developed 	2015-2016

<ul style="list-style-type: none"> Develop the Capacity of teachers on GCED 	<ul style="list-style-type: none"> Training of Master Trainers on GCED Federation 	<p>NERDC, UBEC, TRCN , NTI, SUBEBs</p>	<ol style="list-style-type: none"> An overall conceptual framework and strategies for carrying out teacher sensitization and capacity building developed Teacher Sensitization and capacity building including training on Scaling up of Curricular contents carried out in line with an emerging innovations and best practices on GCED 	<ul style="list-style-type: none"> Domestic Donor bodies, International Development Partners, NGOs, NUT, 	<p>2016-2017</p>
<ul style="list-style-type: none"> Provide pre-service teacher training on Concepts of GCED 	<ul style="list-style-type: none"> Pre-service teacher training and production by relevant institutions 	<p>NCCE, NUC, NTI, NATCOM UNESCO, Colleges of Education, Universities</p>	<ol style="list-style-type: none"> Identified areas of course contents review, adjustments and inclusion Trained teachers on GCED concepts produced by institutions 	<p>International Development Partners and Donor agencies, CLOs, NGOs</p>	<p>2017</p>
<ul style="list-style-type: none"> Assess the implementation of the GCED in education 	<ul style="list-style-type: none"> Assessment of the implementation GCED based on the RNV Curriculum (Basic Education), Civic Education Curriculum(Senior Secondary) and National Values Curriculum 	<p>NERDC</p>	<p>Assessment report on the implementation of the GCED</p>	<p>NGOs, International development partners, CLOs</p>	<p>2017</p>

Senegal

CONTACT: Mr. Dibor Bakhom ngorngom@gmail.com

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Elaborer un guide d'éducation de la jeunesse à la citoyenneté, la culture de la paix et aux droits humains	Elaboration /Adaptation d'un guide d'éducation de la jeunesse à la citoyenneté (mondiale), la culture de la paix et aux droits humains	Division des programmes/ Service civique national	-le guide est validé	Ministère de l'Education nationale PTF	2015-2016
Former les directeurs de Cdeps et les volontaires au manuel de référence de la Cedeao	Sessions de formation des directeurs de Cdeps et des volontaires au manuel de référence de la Cedeao et à la citoyenneté mondiale	Division des programmes/ Service civique national	-6 sessions de formation organisées -360 personnes ressources et relais formées -360 Manuels de référence distribués	PTF	2015-2016
Sensibiliser les populations sur les questions citoyennes dans 6 régions	Sessions d'apprentissage de la citoyenneté active dans 6 régions	Division des programmes/ Service civique national	-1800 volontaires mobilisés dans les apprentissages -18 journées de pratiques citoyennes organisées (théorie-pratiques) -10.000 citoyens bénéficiaires sont sensibilisés	PTF	2016
Renforcer le matériel d'intervention du Service civique national	Appui institutionnel : -Matériel de formation (vidéo projecteur-tableau de projection-tableau Padex-ordinateurs portables-imprimantes-photocopieuses) -Matériel d'animation de masse, de protection et de mobilisation de masse (sonorisation-mégaphones-Panneaux et	Division des programmes/ Service civique national		PTF	2015 -2016

	<p>gilet de signalisation routière</p> <ul style="list-style-type: none">-Conception et diffusion de supports de communication (flyers – kakemonos-insertion journal-plaquette)-Matériel de nettoyage pour les actions citoyennes				
--	--	--	--	--	--

Sierra Leone

CONTACT: Mr. Horatio Nelson-Williams dupe562003@yahoo.com

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCE INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Submit a report of the Workshop to the Minister of Education and the CEO.	Preparation of a Report on the Capacity Building Workshop	Executive Secretary, Basic Education Commission	Report of the Dakar Capacity Building Workshop submitted to the Minister of Education and the CEO.	-----	14 th July 2015
Organize meetings to sensitize stakeholders on GCED	The organization of Meetings for key Education stakeholders on GCED.	MEST/Basic Education Commission	Meetings organized for officials of MEST and Principals and Head Teachers of secondary and primary schools and DDs of the 14 Inspectorial districts	-----	October 2015
Hold a seminar with school Heads for them to understand the GCED Concepts	Organization of a seminar on GCED	MEST/Basic Education Commission	Seminar organized for Heads of schools on GCED Concepts	UNESCO, UNICEF, World Vision	November 2016
Hold discussions with school Heads on method of integration of GCED	Invitation to Heads of schools to discuss method of integration of GCED	MEST/Basic Education Commission	Method of Integration of GCED Into the Curriculum accepted by Heads of schools.	UNESCO, UNICEF, Save the Children, World Vision	December 2016
Integrate GCED into Basic Education Curriculum	Review of Basic Education Curriculum	Ministry of Education, Science and Technology	Curriculum Workshop held to review the Curriculum which will include the integration of GCED Concepts	UNESCO, UNICEF, Save the Children, World Vision	February 2017

Togo

CONTACT: Mr. Djouma Doumoungue doumoungue2006@yahoo.fr

NB: l'ECM dont il est question dans ce tableau signifie Education Civique et Morale. Bien entendu, c'est cette matière qui intègre l'Education à la Citoyenneté Mondiale (l'ECM nouveau)

OBJECTIVES	ACTIVITIES	RESPONSIBLE	PERFORMANCES INDICATORS	PARTNERS	TIMELINE
Formaliser la disposition gouvernementale relative au changement de statut de l'ECM, devenue une discipline obligatoire à compter de la rentrée scolaire 2014-2015, selon la déclaration du PM lors du lancement du mois du Civisme.	Elaboration et adoption du projet de la loi relative à l'ECM devenue matière obligatoire au Togo. Etude et vote de la loi par l'Assemblée Nationale suivie de la publication de son décret d'application qui précise le champ d'application de la loi.	Cabinet du Ministère des Enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle	La décision du gouvernement relative au nouveau statut de l'ECM qui est devenue une discipline obligatoire au Togo est rendue légale ; la loi votée par l'Assemblée nationale est promulguée par le Président de la République.		Année scolaire 2015-2016
Prendre en compte le renforcement de l'ECM dans les nouvelles orientations qui peuvent être apportées au PSE (Plan Sectoriel de l'Education) lors des revues annuelles (dès la prochaine revue), la SCAPE (Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi) l'ayant déjà prévu (Voir Axe 4 – Sous-point C).	: Amélioration de l'efficacité de l'enseignement de l'ECM à travers les nouvelles orientations qui peuvent être apportées au PSE dans les revues annuelles (dès la prochaine revue).	Inspection Générale de l'Education (IGE)/Secrétariat Technique Permanent du PSE	La revue 2015 du PSE a traité de la question de l'ECM et de son financement. La revue 2015 du PSE a inscrit l'ECM au rang de priorité nationale pour permettre de bénéficier de l'accompagnement des PTF et des ONG.		2015
Revisiter et actualiser toutes les dispositions réglementaires et pratiques antérieures	Révision des programmations de l'ECM (heures/moments) et des volumes hebdomadaires de	IGE	L'actualisation/harmonisation des dispositions réglementaires relatives aux volumes horaires	UNESCO/PNUD/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo	-Rentrée scolaire 2015-2016 -au cours de l'année

relatives aux volumes horaires en usage dans les établissements scolaires de l'enseignement général et technique et les écoles de formation professionnelle (ENI, ENS, INSE).	son enseignement pour les améliorations à apporter compte tenu du nouveau statut de la discipline.		d'enseignement et d'apprentissage est réalisée et diffusée à temps pour ne pas pénaliser les apprenants.		scolaire 2015-2016
Doter les écoles/établissements d'ouvrages généraux d'instruction/éducation civique et d'ouvrages de didactique de l'ECM pour l'autoformation et l'autoévaluation des enseignants.	Acquisition d'ouvrages généraux d'instruction/éducation civique et d'ouvrages de didactique de l'ECM pour les établissements scolaires pour l'autoformation et l'autoévaluation des enseignants.	IGE	Les établissements publics et privés ont bénéficié de dotations en ouvrages généraux d'instruction/éducation civique et d'ouvrages de didactique de l'ECM.	UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo	Rentrée scolaire 2016-2017
Produire et diffuser des documents d'accompagnement pour les apprenants dont le "cahier d'ECM de l'élève" qui doivent permettre de standardiser les contenus des enseignements et faciliter les évaluations.	Mise en place et opérationnalisation d'une cellule interministérielle de production de documents d'ECM à l'usage des enseignants et des élèves.	Tous les ministères chargés de l'Education/Direction de la Formation Civique.	Une cellule interministérielle de production de documents d'ECM à l'usage des enseignants et des élèves est mise en place ; elle est fonctionnelle. Des documents d'accompagnement des apprentissages (manuels d'ECM et/ou cahiers de l'élève) sont mis à la disposition des apprenants ; ils permettent de standardiser les contenus des enseignements et faciliter les évaluations.	UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo	2016-2017
Constituer un pool de documentation pour enseignants au niveau de toutes les inspections pour	Constitution d'un pool de documentation au niveau de l'inspection pour la	IGE	Un pool de documentation est constitué au niveau de chaque inspection et les documents	UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo	Rentrée scolaire 2015-2016

faciliter la mise en œuvre des programmes d'ECM à tous les niveaux.	recherche de documents à diffuser après validation du contenu.		acquis ou collectés sont validés au sein du pool (dont l'inspecteur est le 1 ^{er} responsable) puis édités et acheminés aux enseignants.		
Contextualiser le contenu du manuel de référence de la CEDEAO pour être intégré au contenu du <i>Module de formation des encadreurs pédagogiques et des enseignants à l'administration des nouveaux programmes...</i> afin de doter les ENI, l'ENS et la filière de formation des professeurs de lycée de l'INSE d'un module standard de didactique de l'ECM, validé et approuvé par les instances des différents ministères.	Elaboration des contenus de formation en didactique de l'ECM pour les ENI, l'ENS et la filière de formation des professeurs de lycée de l'INSE à partir du <i>Module de formation des encadreurs pédagogiques et des enseignants à l'administration des nouveaux programmes...</i> contextualisé avec le contenu du manuel de référence de la CEDEAO.	IGE	Le contenu du manuel de la CEDEAO mis à la disposition des écoles et centres de formation des enseignants(e)s, est contextualisé et intégré au module national, validé et mis en œuvre.	UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo	Année scolaire 2015-2016
Organiser des ateliers déconcentrés de formation des formateurs en didactique de l'ECM et de démultiplication des informations d'ordre pédagogique en attendant les formations accélérées à tous les niveaux y compris dans les ENI.	Organisation et animation d'ateliers déconcentrés d'échange et d'appropriation des contenus du module de formation et du manuel de référence de la CEDEAO à l'intention des formateurs de formateurs chargés de la didactique de l'ECM dans les ENI, à l'ENS et à l'INSE.	IGE/Direction des Formations	80% des formateurs de formateurs chargés de la didactique de l'ECM ont pris part aux ateliers déconcentrés d'échange et d'appropriation des contenus du module de formation des encadreurs pédagogiques et des enseignants et du manuel de référence de la CEDEAO mis à disposition.	UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo.	Année scolaire 2015-2016

<p>Mettre en œuvre des stratégies diverses de formation accélérée des enseignants en ECM (ouverture de filière d'ECM en dominante à l'ENS et en spécialité à l'INSE, formation accélérée des enseignants du préscolaire et du primaire dans les ENI, formation de rattrapage de type FIR (Formation Initiale de Rattrapage) pour les enseignants du secondaire.</p>	<p>Elaboration, adoption et mise en œuvre de stratégies d'accélération de la formation des enseignants chargés de l'ECM en didactique de l'ECM</p>	<p>IGE/Direction des Formations</p>	<p>Les enseignants formés en ECM se sont très sensiblement améliorés entre 2015 et 2018 dans les JE, EP, collèges et lycées publics et privés confessionnels et publics. L'ECM est bien enseignée, de façon vivante, dynamique, de plus en plus centrée sur l'acquisition de valeurs humaines plutôt que sur des notions à mémoriser et restituer, vécue en situation réelle dans le microcosme que représente l'établissement scolaire. Le cadre scolaire est utilisé pour faire vivre l'ECM en situation réelle d'apprentissage et d'acquisition de valeurs.</p>	<p>UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo</p>	<p>2015-2016-2017</p>
<p>Spécialiser des enseignants d'ECM pour le secondaire général et technique</p>	<p>Prise en compte de l'ECM dans les quotas de recrutement et de formation à venir pour doter les départements des enseignements général et technique et de la formation professionnelle d'enseignants spécialistes en ECM.</p>	<p>Tous les ministères chargés de l'Education/le ministère de la Fonction Publique/ le ministère de l'Economie et des Finances.</p>	<p>Des options de spécialisation en ECM sont offertes aux professeurs du secondaire général et technique</p>	<p>UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo</p>	
<p>Organiser de journées de réflexion sur l'évaluation des apprenants en classe (interrogations orales et écrites,</p>	<p>Organisation de journées de réflexion sur l'évaluation des apprenants en classe (interrogations orales et écrites, devoirs, examens de passage ou compositions</p>	<p>IGE/Direction des Formations</p>	<p>Les journées de réflexion sur l'évaluation des apprenants en classe (interrogations orales et écrites, devoirs, examens de passage ou</p>	<p>UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo</p>	<p>2015-2016-2017</p>

devoirs, examens de passage ou compositions trimestrielles) et aux examens scolaires (CEPD, BEPC, Bac I et Bac II) dont les résultats doivent être pris en compte dans la stratégie de renforcement de l'ECM.	trimestrielles) et aux examens scolaires (CEPD, BEPC, Bac I et Bac II) dont les résultats doivent être pris en compte dans la stratégie de renforcement de l'ECM.		compositions trimestrielles) et aux examens scolaires (CEPD, BEPC, Bac I et Bac II) ont permis d'améliorer les contours et la pratique des évaluations en ECM.		
Réviser et renforcer le dispositif de suivi-évaluation des enseignants (visites ordinaires, visites de contrôle, rapportage) et de remédiation (visites de soutien, conseil d'enseignement, encadrement de proximité) pour mieux encadrer les acquisitions en ECM.	Redéfinition des cahiers des charges des directeurs centraux et directeurs régionaux, inspecteurs et conseillers pédagogiques, chefs d'établissement et tuteurs par rapport à l'ECM.	IGE	La gestion et le suivi-évaluation de l'ECM sont intégrés dans les cahiers des charges des gestionnaires, des administrateurs, des encadreurs pédagogiques et de proximité pour éviter le risque d'anéantissement (annihilation) des impacts attendus.	UNESCO/PNU D/UNICEF/Aide et Action/Plan-Togo	Année scolaire 2015-2016 et au-delà.